
Nº. 379.

L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN.
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur del'Offrande à la patrie,
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Mardi 22 Février 1791.

Observations sur le départ des tantes du roi. —
Prélude de celui du reste de la famille
royale. — Mottié donnant de l'argent à plei-
nes mains, aux mouchards du bataillon de
Saint-Louis la Culture, pour qu'il lui
décerne une médaille. — Idolatrie plus
qu'orientale en usage chez le roi.

Le 14 de mois une députation de la très-grande
majorité des sections de la commune de Paris s'est
présentée à la barre, pour prier l'assemblée natio-
nale d'empêcher le départ des tantes du roi. Le
président a répondu que cette question étoit impor-
tante et délicate, et finit comme le dit le protocole:
l'assemblée considéra la chose dans sa sagesse,

On conçoit bien que ces béguines n'ont eu dans la tête que de satisfaire leurs petites vues, leurs petites passions. Mais qui ne se seroit pas attendu que le roi, sentant combien le départ de ses tantes devoit indisposer le public; combien il devoit augmenter l'inquiétude générale; combien il devoit jeter de fermentation dans les esprits, combien il étoit propre à provoquer des scènes désastreuses; combien il pouvoit amener des catastrophes terribles, auroit interposé son autorité, pour y mettre obstacle. La lettre qu'il écrit à l'assemblée va vous en faire juger :

» Messieurs, ayant appris que vous avez donné à
 » examiner au comité de constitution une question
 » qui s'est élevée à l'occasion du départ de mes
 » tantes; je crois à propos d'informer l'assemblée,
 » que j'ai appris ce matin, qu'elles étoient parties
 » hier au soir à dix heures. Comme je suis per-
 » suadé qu'elles ne pouvoient être privées de li-
 » berté, qui appartient à chacun d'aller où il veut,
 » j'ai cru ne devoir ni ne pouvoir mettre aucune
 » obstacle à leur départ, quoique je ne voie qu'avec
 » regret leur séparation d'avec moi ».

Signé, Louis.

A ce ton de sécheresse, à ce ton d'égoïsme, à ce ton de dérision (car le bonhomme a passé la soirée du (1) de part avec elles); on voit que le cabinet est tout aussi mal composé aujourd'hui qu'il l'étoit il y a six mois. Il est donc vrai que le roi, comme ses ministres, ne compte la nation pour rien, il dit qu'il est persuadé qu'elles ne pouvoient être privées de la liberté qui appartient à chacun d'aller où il veut. C'est très-bien, lorsque la liberté est parfaitement établie; mais aujourd'hui que vous nous faites une guerre sourde et cruelle, aujourd'hui la France est

(1) C'est le bruit général.

livrée aux dissensions, et que vous nous menacez de la guerre civile; le moins que pouvoit faire le peuple étoit de s'assurer de ses femmes, de le tenir en ôtage, et de les empêcher de machiner par la crainte de courir les mêmes événemens que nous.

Citoyens imbécilles, vous savez que ce voyage est préparé de longue main, et que le traître Delessart en a aplani les obstacles en leur faisant ouvrir toutes les barrières des municipalités, où elles doivent passer; mais vous ignorez encore qu'elles sont parties sous le sauf conduit de l'assemblée nationale, dont elles ont un passeport, et sous les auspices de six aides de camp du général Mottié, chef des conspirateurs. Et vous êtes si stupides que vous ne vous êtes pas même assuré, si elles n'ont pas emmené avec elles le dauphin, comme elles en avoient le projet et comme je vous en ai prévenu. Vous avez été presque insensibles à leur départ, et vous allez répandre dans les cercles qu'elles sont arrêtées à Fontainebleau. Contes bleus que cela; elles vont à Bruxelles, et elles doivent passer par Compiègne, si elles font la route sans accident et sans arrestation, comptez que ce coup d'essai, que font faire le roi et sa femme, sera suivi du départ de la famille royale entière. Déjà pour être plus libre et moins observé, le frère du roi a renvoyé tous ses gens; on n'attend plus que la nouvelle du courier, et l'on prendra la fuite. Dormez, dormez, badauds, sur le bord de l'abîme; encore quelques jours et vous ne serez plus. Vous avez crié à la barbarie, lorsque je vous ai crié que le seul moyen d'éviter la guerre civile, et de cimenter la liberté, étoit d'abattre cinq à six cents têtes des chefs, des conjurés; déjà plus de trente mille ont été abattus depuis la prise de la Bastille, et ce n'est encore là qu'un prélude: laissez échapper le roi, le dauphin et l'Autrichienne, et vous serez noyés dans des torrens de sang. Au milieu des horreurs du carnage, lorsque les cris de mort et de proscription retentiront de

tous côtés, vous vous rappellerez les conseils de l'*Ami du peuple*, et vous maudirez le sort de ne les avoir pas suivis.

A l'Ami du peuple.

Le Sr. Mottié démasqué par vos mains aux yeux de la nation, ayant perdu la confiance de tous les citoyens sensés, et ne conservant plus à son char que les ennemis de la révolution dont il est le chef, les valets de cour dont il est le modèle, les traîtres de l'assemblée nationale et du club monarchique dont il est le meneur, les mouchards de l'état-major, des tripots, des bouzins et de boucans dont il est le héros, les coupe-jarrêts et les scribes soudoyés dont il est le dieu, ne sait plus à quel saint se vouer, pour en imposer au peuple qu'il trahit depuis dix-neuf mois. Après avoir épuisé cajoleries, souplesses, bassesses, fêtes, processions, présens, supercheries, trahisons, cruautés, barbaries pour gagner des adorateurs ou se faire des censeurs : il paroît revenir à ses fideles mouchards qu'il a placés dans les bataillons pour égarer les soldats de la patrie : c'est en eux qu'il place ses dernières espérances. Il y a quelques jours, qu'au moyen des Srs. Kunt-Bélisaire, Rutmant, Romain, Annequin, Cantin, ses féaux, mouchards du bataillon de Bonne-Nouvelle, il eseroqua la signature de quelques soldats pris de vin (1), de la compagnie du centre, qu'il engagea à bruler la feuille de l'*Ami du peuple*, en assurant le général de leur profonde vénération pour les vertus incroyables qu'il a déployées dans l'autre monde, et de leur profond silence sur les vices trop honteux qu'il a montrés dans celui-ci. Pareille farce ayant été jouée dans le bataillon St. Gervais, et vainement tentée dans tous les autres : il vient de recommencer à un nommé Bernard, ancien valet de

(1) Voyez le N°. 363. de l'*Ami du peuple*.

l'archevêque de Cambray, son cher ami, qu'il avoit fait capitaine dans le bataillon de St. Louis la culture, dont il a été chassé pour gentilleses à lui connues, et qu'il vient d'attacher à la suite de l'état-major.

Or donc, il a engagé cet escogriffe, le plus plat des mouchards après Estienne, Vinezac et Lajarre, à proposer à la section de l'Arsenal, dans un moment où elle n'étoit composée que d'aristocrates, de décerner une médaille au général, en imprimant un discours à sa louange, qu'il lui a remis. La motion passa, et l'arrêté fut pris avec invitation aux autres sections de s'avilir pareillement. Honteux de cette surprise, les bons citoyens de l'Arsenal ont arrêté de la désavouer hautement, et de prier les autres sections de ne l'attribuer qu'aux mouchards, aux grippesous ou pincemailles, dont ils se proposent de publier la liste.

Signé, un Officier du bataillon.

Paris, ce 19 février 1791.

Notice.

Ce samedi 19 février 1791, à midi, deux inconnus, dont l'un s'est dit être Amelin, ci-devant commis des finances, et l'autre Stanislas Clermont-Tonnerre, président du club monarchique, se sont présentés chez le commissaire de police, de la section des Invalides, pour rendre plainte tant en leurs privés noms qu'en celui du club monarchique, contre M. de Breuil en particulier, et contre la société des amis de la constitution, séante aux Jacobins, et même contre l'assemblée nationale. Cette plainte étoit toute rédigée, remplissant 18 pages de grand papier quoiqu'écrite très-fin. Ces quidams s'étoient flattés de surprendre le commissaire, en exigeant qu'il la reçut sur le champ, sans lui donner le tems de réfléchir et de se reconnoître. Mais le commissaire plus instruit et plus pénétrant qu'ils ne se l'é-

toient imaginé , a évité le piège et a refusé de recevoir leurs doléances. Ce n'est qu'aujourd'hui 20, qu'ils se sont rendus au comité ; j'ignore dans quelles vues , et comment ils ont été reçus.

A l'Ami du peuple.

Il faut , notre ami , que je vous cite un trait d'idolatrie forcée , qui se pratique chez le roi , dont la Turquie n'offre point d'exemple.

Je me trouvai dimanche 13 , à une heure après midi , au château des Thuilleries , j'étois à l'entrée de la salle des gardes , et sur le passage qui conduit aux appartemens du roi. J'entendis très-distinctement dire *chapeau bas , chapeau bas , messieurs* ; aussitôt je vis plusieurs valets du roi , qui venoient de de la cuisine , portant chacun un plat couvert d'un couvercle de fer blanc et d'une serviette à moitié ployée , et répétant *chapeau bas , messieurs*. Le grenadier factionnaire auprès duquel j'étois , me dit que c'étoit le dîner du roi , et témoigna son indignation contre cet usage servile , en ajoutant que s'il étoit en bourgeois , il leur oteroit un diable , etc. : plusieurs citoyens murmurèrent et projetterent d'en faire la dénonciation.

Dimanche dernier , un de mes amis , volontaire du bataillon de St. Merry , témoin de la même scene , fut le sourd , et ce ne fut qu'à la quatrième fois que le factionnaire vint droit à lui le prier de se découvrir.

A ce récit je m'aperçus que le projet de dénonciation qui m'avoit fait d'abord garder le silence , n'avoit pas été exécuté.

Croyez-vous que la plupart des citoyens sont encore si peu instruits de leurs droits , qu'une partie des spectateurs regardoient comme une obstination

ridicule , le refus de ce patriote d'oter son chapeau devant des plats , par ordre des valets.

Signé, Sager, de la section
du Roi de Sicile.

Ce 22 février 1791.

Observations.

Que les courtisans et autres bas valets de la cour se mettent à genoux devant la chaise percée de Louis XVI, ils en sont bien les maîtres : mais que ces bas valets ayent l'impudence d'ordonner à des hommes libres de se découvrir devant des plats, c'est ce qu'on refuseroit de croire si on n'avoit été témoin de la bassesse avec laquelle ces hommes libres sont encore tout prêts d'obéir en esclaves. Ce qui passe toute idée, c'est que cette valetaille est nourrie et payée aux dépens des hommes libres qu'elle humilie de la sorte. Citoyens, quand on vous voit vous soumettre vous mêmes à ces humiliations, a-t-on tort de dire que vous êtes faits pour la servitude ?

Les endormeurs qui s'efforcent de vous remettre à la chaîne, ne cessent de vous flatter en vous disant que vous êtes la nation la plus libre du monde. Voulez vous voir comment ils vous en imposent ? comparez vous aux Anglois, et jugez.

Leur roi ne va jamais aux spectacles qu'en chaise à porteurs, que précède et que suit un simple hallebardier, pour PRIER les allans et venans de laisser passer ; se dérange qui veut, et dieu garde de bousculer personne. Un jour que je me promenai sur les trottoirs du Pall-Mall : arrive la chaise du roi, le hallebardier qui étoit en avant, nouveau débarqué ; et tout fier de se voir chamarré d'or, s'avisa de pousser du coude hors du

trottoir un passant (1) qui le serroit un peu : celui-ci revient sur lui et en moins de cinq secondes je vis l'insolent valet rembourser deux coups de poing qui lui firent baisser la poussière. La chaise s'arrête, et le roi de prier les spectateurs de vouloir bien pardonner à son valet mal appris, et de le laisser passer lui-même. D'après cela, jugez si en Angleterre on ordonne à personne de se découvrir pour le roi : jugez si des Anglois pourroient se douter que vous mettez chapeau bas pour des plats. Et on dit que vous êtes libres ! Et vous avez la folie de le croire !

Au surplus : que de pauvres bourgeois, encore tout enfarinés des préjugés de leur enfance, aient un respect superstitieux pour tout ce qui s'appelle royal, cela doit être ; ils n'ont pas eu le tems de sortir de leur crasse ignorance. Mais que Louis XVI, qui devrait avoir du jugement, permette depuis la révolution que ses valets s'oublient à ce point ; c'est ce qu'il est bien difficile de concevoir, et de concilier avec l'attachement qu'il affiche pour la constitution, fondée sur l'égalité des droits. S'il ne fait pas cesser dimanche prochain cet usage scandaleux, j'invite le club des Cordeliers à se rendre en corps le dimanche suivant aux Tuilleries, et à donner une leçon de décence à la valetaille du château.

(1) Cette aventure est arrivée un jour d'été de l'année 1773.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.